

[Text]

What recommendations would you make on the quotas outside the 200-mile limit?

Mr. Bulmer: Are you referring to methods of controlling overfishing?

Senator Phillips: Yes.

Mr. Bulmer: I really think that we need the Government of Canada to raise these issues at the very highest level with our bi-lateral partners. I think it is no longer a fishing issue that can be handled simply by the Minister of Fisheries and Oceans. I would hope that, during any future trips that our Prime Minister would take, along with the human rights and other issues that he would raise, I think fisheries issues need to be on those kinds of agendas so that the matter is discussed at the absolutely highest level, country to country, and not just attempt to be solved by some bureaucrats in some annual meetings, since that approach does not seem to be solving the problem.

Senator Phillips: You also mentioned that Canada must take a firm stand and that market retaliation must be an assumption. What form of retaliation do you envisage?

Mr. Bulmer: The European Economic Community, because of the new memberships of Spain and Portugal, now maintain that that gives them the right to re-examine their tariff barriers all the way around their expanded community, and I would certainly expect that there would be great pressure inside the EEC to increase tariffs against Canadian cod products and increase tariffs against herring products to Germany, et cetera. Also, I think they will attempt to use their tariff wall to bring Canada back to the bargaining table to make further allocations.

Senator Phillips: Perhaps you could elaborate on the tariff wall. Apparently the EEC set their own tariffs as well as being a member of GATT, which I find a bit confusing.

Mr. Bulmer: Any country, of course, can set its own tariffs. The point is that the methods that are used, the barriers, et cetera, must be acceptable within GATT. Therefore, GATT is a process and it is basically there not merely to say that one country will have two per cent and another will have ten per cent but rather that, once you have set your barrier, all trading partners are treated equally and the tariffs are used to manipulate trade flows. GATT is basically designed for fairness in trade; not to just set a national quota right across the board.

Senator Phillips: In any event, they get around GATT by saying: "We have treated everybody alike"?

Mr. Bulmer: I will tell you about the one thing we are looking at now that we are finding very interesting, and that is the redefinition that is being examined within the European Eco-

[Traduction]

poser une autre sur cet aspect de la question, et finir ensuite par une question relevant d'un autre ordre d'idées.

Quelles recommandations feriez-vous à l'égard des quotas visant la zone intérieure à la limite de 200 milles?

M. Bulmer: Voulez-vous parler des moyens de contrôler les abus?

Le sénateur Phillips: Oui.

M. Bulmer: Je pense vraiment que le gouvernement du Canada devrait soulever cette question à l'occasion de ses rencontres au sommet avec nos partenaires commerciaux, car sa portée dépasse vraiment la compétence du ministre des Pêches et Océans. J'espère que le premier ministre va profiter de ses prochaines rencontres avec ses homologues étrangers pour la mettre à l'ordre du jour de ses discussions. J'estime, en effet, que cette question doit faire l'objet de pourparlers au sommet, puisqu'il semble qu'elle ne peut être réglée par de simples fonctionnaires à l'occasion de réunions annuelles.

Le sénateur Phillips: Vous avez également mentionné que le Canada devait adopter une position ferme et qu'il fallait s'attendre à ce que nos partenaires commerciaux prennent des mesures de représailles. Quelle genre de mesures de représailles envisagez-vous?

M. Bulmer: Je m'attends à ce que la Communauté économique européenne profite de l'adhésion récente de l'Espagne et du Portugal pour réviser les barrières tarifaires en vigueur dans l'ensemble des pays de la CEE et pour faire des pressions en faveur d'une augmentation des tarifs applicables à nos produits de la morue de même qu'à nos produits du hareng destinés à l'Allemagne. Je crois que la CEE va se servir de cette arme pour inciter le Canada à revenir à la table des négociations pour faire de nouvelles concessions.

Le sénateur Phillips: Peut-être pourriez-vous préciser ce que vous entendez par «barrières tarifaires». Apparemment, la CEE fixe ses propres tarifs tout en étant membre du GATT. J'ai un peu de mal à comprendre cela.

M. Bulmer: Chaque pays peut, bien sûr, fixer ses propres tarifs, à condition que les méthodes utilisées à cette fin, les barrières fixées, etc., soient conformes aux dispositions du GATT. Le GATT est donc un cadre général dont l'objectif n'est pas simplement de régir les tarifs imposés par chaque pays, mais plutôt de faire en sorte qu'une fois les barrières fixées, tous les partenaires commerciaux soient traités équitablement et que les tarifs servent exclusivement à contrôler l'afflux de marchandises. Le GATT est essentiellement conçu pour assurer une certaine équité en matière commerciale; il ne vise pas simplement à permettre à chaque pays de fixer ses propres contingents nationaux.

Le sénateur Phillips: Dans ce cas, n'importe quel pays peut contourner les dispositions du GATT en affirmant traiter tous ses partenaires commerciaux de façon équitable.

M. Bulmer: À ce sujet, j'aimerais vous citer un exemple qui nous semble particulièrement typique. La Communauté économique européenne songe en effet à redéfinir ses catégories tari-